

Coe-Rexecode présente ses perspectives pour la croissance en 2012-2013

Coe-Rexecode établit, dans ses perspectives économiques, un diagnostic de l'état du monde et des réserves de croissance européennes et françaises pour 2012-2013. Les conjoncturistes de l'Institut soulignent que, **en l'état actuel des prévisions macroéconomiques, un rebond de croissance en 2013 est peu vraisemblable en France.**

1. Malgré un ralentissement de l'activité, le monde reste en expansion

- Coe-Rexecode prévoit **+ 3 % de croissance du PIB mondial en moyenne annuelle en 2012 et + 3,2 % en 2013** (contre 3,7 % en 2011). **La croissance serait donc légèrement en-dessous de sa tendance longue (3,3 %).**
- Aux Etats Unis, la réduction du déficit public fédéral bridera la reprise mais le redémarrage du secteur de l'immobilier (activité et prix) conduit à **envisager que la dépense des ménages et des entreprises (consommation, logement et investissement productif) permette de maintenir un rythme d'expansion de 2 à 2,5 % par an.**

2. L'Europe, elle, s'enlise dans la crise

- Les perspectives de Coe-Rexecode pour la zone euro ne sont pas optimistes : **le PIB diminue en 2012 de -0,4 %** par rapport à son niveau moyen de 2011, et il **stagnera en 2013 (+0,2 %)**. **Les crises financières répétées au sein de la zone euro ont cassé le début de reprise. La consommation recule, l'investissement a rechuté.**
- Avec un effort de réduction des déficits publics de forte ampleur en 2013 comme en 2012, un désendettement des ménages à peine amorcé et un ralentissement des échanges de la zone avec le reste du monde, **aucun moteur n'est susceptible de relancer, à court terme, la croissance européenne.**

3. En France, seul un effort rapide de compétitivité pourrait compenser les effets négatifs de la réduction du déficit public

- Coe-Rexecode révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour la France et anticipe **une stagnation stricte du PIB en 2012 et une croissance limitée à + 0,2 % en 2013**, soit près d'un point de PIB au-dessous de l'Allemagne pour la quatrième année consécutive.
- Les **indicateurs macroéconomiques français ne se redressent pas** : les prévisions d'investissements et les taux de marge des entreprises se dégradent, la consommation des ménages baisse.

- Dans ce contexte, la France s'oriente vers **deux années consécutives de baisse du pouvoir d'achat** du revenu des ménages et vers une contraction continue de l'emploi salarié pour atteindre **un taux de chômage de 10,5 % de la population active fin 2013**.
- **L'objectif de réduction du déficit des administrations publiques doit être maintenu** pour assurer la soutenabilité de la dette publique à moyen terme. Cependant, plusieurs risques doivent être soulignés :
 - 1. Une simple stabilisation des effectifs publics interdit tout effort significatif d'économie sur la dépense publique et **implique une hausse des prélèvements obligatoires incompatible avec une reprise prochaine de la croissance**.
 - 2. La concentration et l'accumulation des prélèvements sur le capital **éloignent tout espoir de reprise de l'investissement**.
- Des **mesures fortes et rapides de compétitivité** (notamment de compétitivité-coût), pourraient compenser l'effet négatif de la réduction du déficit public. De telles mesures sont à appréhender sur trois horizons :
 - 1. sur le long terme favoriser la recherche et l'innovation,
 - 2. à moyen terme : améliorer « notre capacité à travailler ensemble » pour permettre des négociations décentralisées salaire – durée du travail – emploi,
 - 3. à court terme, réaligner nos coûts de production sur nos voisins européens par une baisse du coût du travail.
 Ces deux dernières mesures en particulier paraissent absentes des projets du gouvernement.
- Une inquiétude forte demeure en outre sur les perspectives de la zone euro. Les **récentes interventions de la BCE ont desserré la contrainte des taux d'intérêt** sur les Etats les plus fragiles et le Traité européen fixe des objectifs de convergence budgétaire fondés sur le concept de « solde structurel ». Mais, si ces mesures constituent des progrès, ils ne **résolvent pas le problème de fond : l'enjeu de la convergence structurelle qui est, plus que jamais, crucial pour les pays de la zone**.
- Les divergences entre les territoires de la zone euro persistent en effet, elles tendent même à s'accroître. Elles concernent particulièrement la France par rapport à ses partenaires européens :
 - 1. C'est en France que le coût moyen de l'heure de travail pour l'ensemble de l'économie est le plus élevé (avec la Belgique) parmi les pays européens.
 - 2. C'est également en France que les poids des prélèvements obligatoires et de dépenses publiques sont parmi les plus élevés d'Europe.

L'impératif de convergence structurelle s'impose aujourd'hui à tous les pays de la zone euro. Pour la France, l'enjeu est avant tout de restaurer la compétitivité de son économie grâce à la mise en œuvre urgente de mesures fortes.

Contact presse : Anne-Charlotte Vuccino, 01 80 48 14 80,
 acvuccino@footprintconsultants.fr